

9 milliards d'habitants à nourrir en 2050

Selon Achim Steiner, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'agriculture mondiale doit s'orienter vers des modes de production plus durables, notamment en respectant mieux les écosystèmes et en gaspillant moins, pour pouvoir nourrir une population mondiale en augmentation rapide.

S'exprimant lors du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture organisé à la mi-janvier par le PNUE, M. Steiner a souligné que, d'ici à 2050, il y aura environ 9 milliards de bouches à nourrir, avec autant de terres, d'eau et de ressources naturelles qu'aujourd'hui.

Pour que la production agricole augmente durablement, il faut que l'humanité réduise les pertes et les gaspillages massifs de nourriture, comme l'explique une étude à paraître du PNUE intitulée *Food Wasted, Food Lost: Improving Food Security by Restoring Ecosystems and Reducing Food Loss*.

Les pertes de nourriture se produisent surtout aux stades de la récolte, de la transformation et de la distribution, tandis que le



Recyclage de légumes à Nijar, en Espagne.

gaspillage survient essentiellement aux stades du commerce de détail et de la consommation. Dans les régions industrialisées, près de la moitié de la nourriture est perdue parce que les producteurs, les commerçants et les consommateurs jettent de la nourriture qui est encore parfaitement consommable.

La quantité de nourriture gaspillée atteint plus de la production totale de denrées alimentaires de l'Afrique subsaharienne et pourrait nourrir les 870 millions de personnes qui, selon l'estimation, souffrent de la faim dans le monde.

Des changements de fond s'imposent

La gestion et l'utilisation des ressources marines de la planète doivent être fondamentalement repensées pour assurer la sécurité alimentaire mondiale et préserver les pays côtiers et insulaires, a déclaré José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors du récent Sommet sur l'économie bleue.

Il faut dès maintenant, a-t-il dit, s'attaquer aux graves menaces qui pèsent sur la santé des océans, en raison de la pollution, des captures excessives, des modifications météorologiques et de la montée des eaux due au changement climatique. Dans une «économie bleue», la priorité est donnée au développement durable des océans et des pêcheries.



En moyenne, près de 17 % des protéines animales consommées dans le monde proviennent de la pêche et de l'aquaculture, et dans beaucoup de petits États insulaires en développement, la proportion est bien plus élevée. En même temps, 12 % de la population mondiale vit de la pêche et de l'aquaculture.

Or, on estime que 30 % des stocks mondiaux de poissons sont surexploités, épuisés ou en phase de reconstitution; par ailleurs, les pertes économiques des pêcheries marines dues à une mauvaise gestion, à l'inefficacité et aux captures excessives se montent à 50 milliards de dollars par an, selon des études de la FAO.

Qui plus est, le changement climatique pose de nouveaux défis en modifiant la répartition et la productivité des espèces marines et d'eau douce, ce qui influe sur les processus biologiques et modifie les chaînes alimentaires.

Face à cette situation, la FAO lance l'Initiative «Croissance bleue» qui vise à servir de catalyseur pour l'élaboration de politiques, l'investissement et l'innovation afin de promouvoir la bonne gestion des ressources aquatiques.

Pas de triomphalisme

La lutte mondiale contre le paludisme a permis de sauver, selon les estimations, 3,3 millions de vies depuis 2000, le taux de mortalité par paludisme ayant diminué de 45 % dans le monde et de 49 % en Afrique. C'est ce qui ressort du *Rapport 2013 sur le paludisme dans le monde*, publié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Entre 2000 et 2012, le développement des mesures de prévention et de lutte contre le paludisme s'est traduit par une baisse régulière des nouveaux cas et des décès, et ce alors que la population à risque a augmenté. Une volonté politique plus affirmée et la hausse des financements ont joué un rôle crucial à cet égard.

La majorité des 3,3 millions de personnes sauvées entre 2000 et 2012 l'ont été dans les dix pays où le paludisme sévit le plus et parmi les enfants de moins de 5 ans, groupe le plus touché par la maladie. Mais il faut aller plus loin.

«Ces progrès remarquables ne sont pas une raison pour relâcher nos efforts : en chiffres absolus, le nombre des cas de paludisme et des décès ne baisse pas aussi vite qu'il le pourrait, relève Margaret Chan, Directrice générale de l'OMS. Le fait que tant de personnes contractent l'infection et meurent après avoir été piquées par des moustiques est l'une des grandes tragédies du 21^e siècle.»

2014 : les dates à retenir

27-30 mars, Costa do Saúpe, Bahia, Brésil

Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement

11-13 avril, Washington

Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale

2-5 mai, Astana, Kazakhstan

Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement

14-15 mai, Varsovie, Pologne

Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

16-17 mai, Genève, Suisse

Forum sur la santé en Afrique

29-30 mai, Maputo, Mozambique

Conférence sur la montée en puissance de l'Afrique

4-5 juin, Sotchi, Russie

Sommet du Groupe des huit

Un nouvel outil pour l'école

Le Groupe de la Banque mondiale a lancé un nouvel outil informatique accessible librement en ligne qui fournit des données détaillées, comparables et faciles à consulter sur les politiques d'éducation dans le monde.

Cet outil, dénommé SABER (Systems Approach for Better Education Results), donne aux pays la possibilité de recueillir et d'analyser des informations sur leurs politiques d'éducation, de se situer par rapport aux autres pays dans ce domaine et de définir leurs réformes prioritaires, avec pour objectif de permettre à tous les jeunes d'aller à l'école et de s'instruire.

«L'éducation est l'un des leviers les plus importants pour mettre fin à la pauvreté extrême et mieux partager les bienfaits de la prospérité. Mais il ne sert à rien de garantir l'accès à une éducation de base si la scolarisation ne permet pas à tous les jeunes de s'instruire», estime Elizabeth King, Vice-présidente par intérim pour le développement humain et Directrice de l'éducation à la Banque mondiale.

Malgré les progrès accomplis ces dernières décennies en matière de scolarisation, les niveaux d'instruction restent alarmants. Dans



Écolières à Cotonou, au Bénin.

les pays à faible revenu, beaucoup de jeunes arrivent au terme de l'éducation de base sans avoir assimilé les savoirs fondamentaux en lecture, écriture et calcul. Même dans les pays à revenu intermédiaire, un grand nombre d'élèves n'acquièrent pas les qualifications de base demandées par les employeurs. On estime qu'aujourd'hui 250 millions d'enfants dans le monde ne savent ni lire ni écrire, même après avoir été scolarisés pendant trois ans ou plus.

À l'aide du système SABER la Banque mondiale a analysé plus de 100 pays à ce jour. Elle entend se servir de ces données pour aider les pays à établir le lien entre mise en œuvre des politiques arrêtées et amélioration des résultats des élèves, et à faire en sorte que les programmes d'éducation produisent bien les effets recherchés.

Transports intelligents

Il ressort d'un nouveau rapport que des stratégies visant à améliorer les transports urbains pourraient être extrêmement bénéfiques pour l'Inde, en favorisant la réduction des émissions de carbone ainsi qu'une mobilité et une solidarité accrues de la société.

Selon ce rapport, intitulé *Toolkits for Urban Development: Comprehensive Mobility Plans*, les stratégies de mobilité, qui reposent sur une circulation plus fluide des véhicules, de meilleurs transports en commun et les transports non motorisés, devraient avoir pour but l'établissement de liaisons sûres, fiables et efficaces de nature à promouvoir la durabilité sur les plans économique, social et environnemental.

Depuis 2008, les politiques menées par les autorités indiennes donnent une plus grande place au changement climatique. En outre, étant donné que la croissance économique de ces vingt dernières années a creusé le fossé entre riches et pauvres, l'accent est aussi mis de plus en plus sur une meilleure répartition des bienfaits du développement.

Les auteurs du rapport recommandent que les villes élaborent des plans de mobilité qui soient à la fois bien conçus, clairs et pratiques. Publié par le Ministère du développement urbain de l'Inde, en collaboration avec l'Institut des transports urbains et le PNUE, entre autres, ce rapport fait suite à une étude similaire parue en 2008.



Taxis et tramways encombrant les rues de Calcutta, en Inde.

Pour une meilleure formation de la jeunesse africaine

L'une des grandes priorités de l'Afrique doit être de mieux former sa jeunesse toujours plus nombreuse pour qu'elle soit mieux rémunérée, ce qui nécessitera d'agir avec énergie sur de nombreux fronts. Telle est la conclusion d'un nouveau rapport de la Banque mondiale, intitulé *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*.

Les jeunes sont aujourd'hui majoritaires dans la plupart des pays africains; aussi est-il plus urgent que jamais de leur ouvrir la voie pour qu'ils accèdent à des emplois plus productifs, notent les auteurs du rapport, et ce quel que soit le type de travail qu'ils choisissent : salarié dans les secteurs modernes en expansion rapide, employé d'entreprise familiale ou exploitant d'une des millions de petites fermes familiales.

«Tous les jeunes doivent avoir acquis les savoirs fondamentaux en lecture, écriture et calcul, sans quoi leur potentiel de rémunération restera bas», explique Deon Filmer, coauteur du rapport et économiste en chef au Groupe de recherche sur le développement et pour la région Afrique de la Banque mondiale. «Ils doivent aussi avoir accès à la terre, aux financements et à la formation, autant d'éléments qui amélioreront grandement leurs chances de réussite.»

Les politiques publiques doivent aider à développer le capital humain et à améliorer le climat des affaires, afin que le secteur privé puisse mettre à profit les occasions nées de l'évolution inévitable de la compétitivité des autres régions. Les auteurs soulignent que la productivité doit s'accroître dans l'agriculture, les entreprises familiales et le secteur moderne des emplois salariés, pour que tous les jeunes puissent voir leurs chances de réussite s'améliorer.

À condition d'adopter les bonnes politiques, l'Afrique, en tant que région la plus «jeune» du monde (dans la plupart des autres régions, la population vieillit rapidement), pourrait ouvrir aux ménages et aux pays du continent eux-mêmes la voie à une plus grande prospérité.